

La communauté internationale condamne la violence en Irak

Le gouvernement Abdel Mahdi isolé



Le régime irakien tente depuis quelques jours l'approche sécuritaire dans la gestion de la contestation.
© D.R

En à peine 3 jours, 16 manifestants ont trouvé la mort, la plupart tués par balles réelles dans la capitale Bagdad, mais aussi à Bassora et à Nassiriya, dans le sud du pays.

Pris dans un engrenage de violence meurtrière, le régime irakien qui continue de multiplier les assassinats à balles réelles contre les manifestants pacifiques s'attire de plus en plus les foudres de la communauté internationale qui dit craindre désormais le pire. Hier, les États-Unis ont demandé fermement à Bagdad de "cesser l'usage de la violence contre les manifestants pacifiques", tout en appelant à la tenue des élections anticipées pour une sortie de crise. Dans un communiqué rendu public, la Maison-Blanche a dénoncé "la poursuite des attaques contre les manifestants, les militants et les médias, et les restrictions sur l'accès à internet en Irak". Avant, plusieurs pays et des ONG, dont Amnesty International et Human Rights Watch, ont condamné l'usage des armes contre les protestataires.

Conspué à l'intérieur par les manifestants qui réclament ni plus ni moins son départ, isolé à l'extérieur après la brutalité dont il s'est rendu responsable, le gouvernement de Adel Abdel Mahdi semble aujourd'hui dépassé par la tournure des événements. N'ayant plus la main sur le cours des choses, le régime irakien tente depuis quelques jours l'approche sécuritaire dans la gestion de la contestation. Samedi dernier, le Premier ministre, soutenu par une pléthore de partis politiques acquis au régime, a menacé les manifestants d'user de tous les moyens possibles pour mettre un terme à la contestation. Le lendemain, les forces de sécurité sont passées à l'acte. Depuis, 12 manifestants ont trouvé la mort, la plupart tués par balles réelles à Bagdad et à Bassora.

Quatre autres manifestants ont été tués hier en soirée à Nassiriya, dans le sud du pays, alors que des scènes de terreur dans plusieurs villes du pays continuaient d'être rapportées par des médias locaux. Cette violence meurtrière dont s'est rendu responsable le gouvernement irakien ne va qu'enfoncer le Premier ministre et le gouvernement dans leur chute, selon plusieurs observateurs. D'aucuns estiment même que les heures du Premier ministre sont désormais comptées.

En témoignent les virulentes mises en garde de la communauté internationale contre les autorités irakiennes. L'ONU a également appelé les autorités irakiennes à faire cesser les armes contre les manifestants. La mission de l'ONU en Irak (Unami) a réclamé hier du gouvernement la libération de tous les manifestants arrêtés. Elle a également exigé que la lumière soit faite sur les enlèvements de militants et de médecins. Samedi dernier, Amnesty International a dit pour sa part craindre "un bain de sang", après la répression féroce qui s'est abattue sur les protestataires. Dans son communiqué, l'ONG de défense des droits de l'homme a souligné que "toutes les promesses de réforme ou d'enquête du gouvernement n'avaient aucune signification, les forces de sécurité continuant de tuer des manifestants".

Karim Benamar